

Le 1^{er} mai, toutes et tous ensemble ! RdV FRANKLIN à 10H30

La politique du gouvernement soutient largement les revendications du Medef et des plus riches au détriment des salariés, privés d'emploi, retraités et jeunes. L'intérêt général est mis à mal.

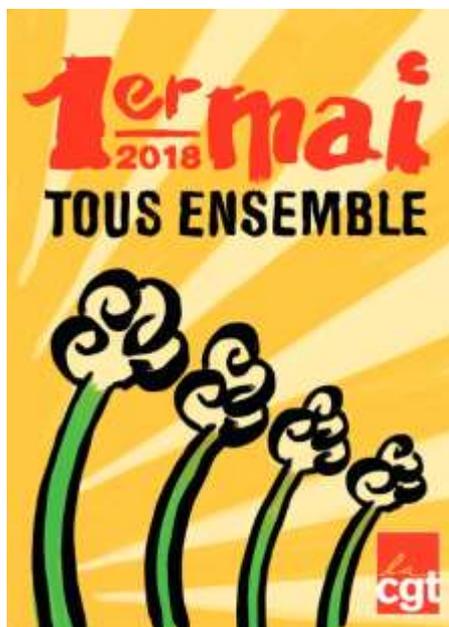
Cette politique injuste socialement et inefficace économiquement est largement contestée dans le pays. Elle génère une colère forte du monde du travail, alors que d'autres choix sont possibles en utilisant les moyens financiers qui existent.

Par exemple, les 40 plus grandes entreprises françaises cotées en Bourse ont réalisé 94 milliards d'euros de profits en 2017 et redistribué des dizaines de milliards d'euros sous forme de dividendes aux actionnaires. Ces soi-disant « premiers de cordée » du président Macron doivent payer !

Jamais le travail n'a créé autant de richesses dans le pays et jamais elles n'ont été aussi mal réparties. Les inégalités sociales se creusent dans notre société et le patronat en réclame toujours plus, que ce soit avec la suppression des cotisations sociales, l'augmentation de la CSG, la loi Travail, la suppression de l'APL, etc.

Les conditions de travail et le niveau d'emploi dans le secteur public comme privé se dégradent fortement, avec des conséquences graves sur la santé des travailleurs, pour le développement du pays, son industrie et ses services publics – auxquels la population est particulièrement attachée. Cette remise en cause dogmatique de services publics impacte chacun d'entre nous, que ce soit pour se déplacer, se soigner, s'éduquer, accéder aux droits sociaux les plus élémentaires...

Le modèle social de notre pays ne se brade pas sur l'autel de la finance, au détriment de la population.



Les luttes se multiplient !

Ces dernières semaines, dans plusieurs secteurs professionnels et territoires, des initiatives d'actions avec des grèves et manifestations ont été organisées.

Les retraités et les salariés des Ehpad étaient mobilisés dans l'unité le 15 mars dernier. Ils étaient des milliers dans les rues.

Le 22 mars, les salariés de la fonction publique, les cheminots, les travailleurs du privé et du public étaient en arrêt de travail et en manifestation dans tout le pays.

Ces mobilisations montrent que les salariés, les retraités, les jeunes ne s'en laissent pas conter et exigent à la fois une autre action politique du gouvernement et que le patronat réponde à leurs revendications dans les entreprises.

La CGT propose des alternatives à la régression sociale

Toutes et tous avons des raisons d'agir ce 1^{er} mai :

- pour améliorer son pouvoir d'achat, les pensions, les minima sociaux ;
- pour développer l'emploi de qualité ;
- pour obtenir des droits collectifs de haut niveau prévus dans les conventions collectives ou les statuts ;
- pour sortir l'industrie de la financiarisation et les services publics de la nasse dans laquelle le gouvernement et le patronat les enferment.

Tous en manifestation

FRANKLIN

à 10H30